

royaliste



BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

décentralisation:

la fin des jacobins

M 2242 - 344 - 5 F 8 OCTOBRE AU 21 OCTOBRE 1981 - 11ème année - N° 344 - 5 F

RÉ PUBLICAIN



gérard
leclerc
IDÉES

éditions Royaliste
17 rue des Petits Champs - 75001 PARIS

**vient
de
paraître**

Que dire d'un ami, et des textes ici publiés ? Je me suis juré, d'abord, de n'employer aucun superlatif. Point n'est d'ailleurs besoin de compliments appuyés : un tel recueil se justifie par lui-même. S'il a paru nécessaire, c'est que les articles rassemblés échappent à l'actualité immédiate et demeureront, toujours, les compagnons de notre vie intellectuelle.

Mais que dire de cette vie ? Et s'agit-il de la nôtre, ou de la sienne propre ? Des deux sans aucun doute, intimement mêlées. Mystérieuse alchimie, qui semble impossible dans un journal aussi engagé que «Royaliste». Et pourtant elle se fait, sans que la liberté de l'un et des autres soit un instant mise en cause. C'est que, comme nous le disait un jour Jean-Luc Marion, «la Nouvelle Action Royaliste n'a pas besoin d'idéologie puisqu'elle a une pensée». Une pensée non pas close, mais toujours en chemin, qu'il est donc possible de suivre de près ou de loin. D'où cette liberté de l'éclairer, d'où la liberté de ceux qui l'accompagnent dans son aventure.

Laquelle ? Ce livre fera mieux comprendre que le chemin tracé

mène quelque part. D'aucuns ont cru, de bonne foi, que cette pensée était trop sensible aux effets de la mode, trop soucieuse de plaire aux célébrités du moment. Erreur. Ceux qui liront ou reliront les textes de Gérard Leclerc reconnaîtront une pensée solidement étayée. S'il faut à tout prix écrire des noms, citons Aristote, saint Thomas, Bernanos, Boutang. C'est dire que Gérard Leclerc s'inscrit dans la tradition philosophique chrétienne. Cela peut surprendre, dans une famille politique autrefois terriblement marquée par le positivisme, et aujourd'hui très soucieuse de bien distinguer les domaines. Mais, s'il existe un «sentier politique» comme dit Platon, pourquoi faudrait-il qu'il soit absolument séparé des autres ? Il

est bien sûr possible de ne retenir de Gérard Leclerc que ce qu'il dit de la monarchie, du pouvoir, ou du totalitarisme. Mais ses passions -fortes elles aussi-, ses analyses et ses jugements ne peuvent vraiment s'éclairer qu'à la lumière d'une «modification chrétienne» qu'il faut au moins comprendre, si elle n'est pas partagée.

Je n'irai pas plus loin dans ce qui n'est ni une tentative de synthèse ni une explication de textes. Les textes sont clairs, sous la difficulté apparente du langage. Et une synthèse de ces articles laisserait échapper cet art proprement philosophique du dialogue entre les vivants et les morts. Nietzsche parlait de l'«amitié stellaire» qui l'unissait à Pascal. Nous retrouvons ici une belle amitié pour les idées et pour les hommes qui les ont conçues. Belle en elle-même, elle est également utile puisqu'elle permet à ceux qui n'ont pas une formation philosophique de comprendre l'essentiel de Platon, de Gabriel Marcel ou de Heidegger.

Utile vraiment, cette approche amicale ? Sans doute peut-on penser justement sans le recours des grands philosophes. Mais la philosophie nous attrape dès que nous voulons approfondir les idées que nous défendons, mieux connaître celles que nous combattons. Pouvoir, légitimité, éthique, politique, totalitarisme, nihilisme, il faut, pour saisir ces concepts et les réalités qu'ils recouvrent, en venir à Platon et Aristote, à Boutang, à Bernanos, à Marx, Hegel et Deleuze. Nous savons bien qu'il ne s'agit pas de jeux de l'esprit puisque la philosophie descend souvent dans la rue. Et nous pressentons aujourd'hui que, par-delà l'affrontement politique entre la droite et la gauche, le combat fondamental est entre le nihilisme -marxiste, nazi, ou économiste -et ce «retour à l'être» dont parle Gérard Leclerc.

Alors il faut faire l'effort nécessaire, au terme duquel le plaisir ne sera pas absent. Le pari de Gérard Leclerc est que chacun peut l'entreprendre. Ainsi rejoint-il le «journalisme transcendantal» de Maurice Clavel qui voulait mettre le débat philosophique sur la place publique, comme autrefois en Grèce.

Bertrand RENOUVIN

A l'initiative des commerçants du centre commercial «Casino» de la ZUP de Beaulieu à Nantes se tient pendant un mois une exposition sur «les guerres de Vendée». Nombreux mannequins aux costumes bien rendus, objets d'époque, figurines, bibliographie se succèdent sur toute la longueur de la galerie. L'exposition aurait probablement gagné à être un peu plus ramassée et chronologiquement numérotée. Les remarquables montages audiovisuels permettent en deux minutes de tout connaître sur tel ou tel général à la demande : de Cathelineau, d'Elbée ou Stofflet à quelques généraux républicains comme Hoche ou Travot. Ou bien de méditer sur la reproduction des vitraux des Lucs-sur-Boulogne -Oradour avant la lettre- où furent massacrés dans l'église des centaines de femmes et d'enfants. Un dernier montage de 15 minutes permet de revoir tout le déroulement des guerres et d'entendre, non sans effroi, la proclamation de Westerman à la Convention : «Il n'y a plus de



royaliste ♦

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 297.42.57.
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

Changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Y. Aumont
imprimé en France - Diffusion NMPP
N° de commission paritaire 51700.

PRESENTATION

Le recueil des «Idées» de Gérard Leclerc comporte tous les articles parus dans cette rubrique de 1976 à 1979 classés par thème. Un index des noms cités en rend l'usage particulièrement commode. Volume de 160 pages, au format 21 x 29,7cm, réalisé au stencil électronique, son prix de vente est de 65 F (70 F franco).

BON DE COMMANDE

Nom : Prénom :

Adresse :

.....

.....

commande exemplaire des «Idées» de Gérard Leclerc.

Verse pour cela F ci joint à l'ordre de «Royaliste»,
CCP 18 104 06 N Paris.

Tarif (frais de port compris) : 70 F l'exemplaire.



«Vive le roi, vive la religion». Dans la galerie marchande de l'hypermarché où vous êtes venu acheter les cartables de vos enfants vous entendez soudain le «Vexilla Regis» et des «Vive Charette, vive le roi», si convaincants qu'ils vous donnent envie -surtout si vous y êtes portés naturellement- d'y joindre votre voix.

vendée 1981

Vendée, elle est morte sous notre sabre libre avec ses femmes et ses enfants». L'ambition est d'offrir au grand public (et qu'y-a-t-il de plus indifférencié que les clients d'un hypermarché ?) une vue complète des guerres de Vendée.

Objectif atteint. Doublement. L'exposition est devenue un but en soi et Casino en profite. La Vendée fait vendre. Le sang des Vendéens nourrit la société de consommation et la société de consommation aide à la réflexion de leurs petits fils.

Mais est-ce la Vendée ? Certes, hors quelques micro-erreurs (1) pas de simplifications provocantes, une honnêteté honnête, pourrait-on dire, au sens où l'on parle de «résultats honnêtes». Mais un climat, une sensibilité différente. Là où il est question de Charette, nous aurions vu Cathelineau. Là où il s'agit de la bataille de Cholet, c'est Torfou que nous aurions évoqué. Là surtout où Charette, encore lui, prend la décision de la rupture de la paix, nous aurions précisé -pour bien juger des responsabilités- que la république n'avait en aucune manière respecté ses engagements à l'égard de la liberté du culte -assurée par les seuls bons prêtres- et de paiement de dommages de guerre qui n'ont jamais été versés. L'aspect religieux est bien traité mais des gens

qui n'y adhèrent pas ne peuvent réellement le comprendre. Il est bien d'évoquer scientifiquement les gens et leur histoire. Mais c'est s'interdire de comprendre au fond les Vendéens que de n'y voir qu'un objet d'étude.

«Nous devons reconnaître qu'une révolte populaire peut être contre-révolutionnaire». Madame Cailleau, maire-adjoint communiste de Nantes l'a répété trois fois dans son discours d'inauguration. Elle s'est également plu à rappeler sa commune natale ou, plus jeune, on lui montrait un «Champ des martyrs». Les soldats en sabots de Dieu et du roi n'ont pas fini de mettre en échec tous les théoriciens qui prétendent expliquer le phénomène, marxistes, libéraux ou laïcs. Et la Vendée s'enracine chaque jour un peu plus. L'exposition en est à la fois une preuve et une cause. Le phénomène s'accroît depuis quelques années. Comme si, dans le matérialisme, l'étatisme et le libéralisme moral de notre époque il y avait besoin de la liberté que donnent les certitudes de foi et d'espérance. Par delà le temps et l'espace Cathelineau le colporteur annonce déjà Walesa l'ouvrier sidérurgiste.

J-M BREGAINT

(1) Par exemple la croix de Saint-Louis faussement attribuée à Turreau.

le droit à la vie

Le changement tant espéré et tant salué n'est donc pas celui pour un «soulèvement de la vie» : l'avortement est «de nouveau» à l'ordre du jour. Au Ministère de la Condition féminine Yvette Roudy prépare des décrets; tandis que l'incurable sénateur Caillavet vient de déposer une proposition de loi. Un même objectif : favoriser le «recours» à l'IVG.

Les décrets gouvernementaux tout d'abord, au nombre de trois. Le premier vise à faire rembourser l'IVG par la Sécurité Sociale. Ceci signifie la banalisation de l'avortement comme un simple acte médical. Avorter, n'est pas autre chose que de se faire opérer de l'appendicite. Une récente «première médicale», consistant à avorter deux enfants sur les quatre qu'attendait une mère -et ce à la onzième semaine... a été saluée par les médias, comme telle, et comme ... «réussie». Quand souffle l'esprit de Mengele... La médecine d'aujourd'hui est-elle donc incapable de mener à bien des grossesses quadruples ?

Pour Yvette Roudy il s'agit de «moraliser» l'accès à l'I.G.V. en supprimant l'inégalité devant le droit à l'infanticide. Ne pourrait-on pas d'abord s'attacher à permettre à tous -et à toutes- de garder leur enfant ?

De plus, le remboursement par la Sécurité Sociale de l'IVG n'est-il pas une atteinte aux libertés, un viol de la conscience de ceux des Français qui ne considèrent pas encore l'avortement comme autre chose qu'un assassinat dont on les rend ainsi complices ? Est-ce en cela que doit consister la Solidarité promue par une autre femme ministre ?

Le second projet de décret, lui, s'attaque encore à une inégalité, celle-là géographique, et vise à généraliser les centres d'IVG dans tous le pays. Qu'une Corrèzienne ait autant de facilité à avorter qu'une Parisienne. Encore une fois ne s'agit-il pas là d'une conception morbide de l'égalité ? Quant au troisième projet, il veut faire de la France un centre international d'IVG, voulant réduire à un jour et demi -pourquoi et demi, et même un jour ?- le délai de séjour exigé pour les étrangères afin de pouvoir avorter en France. En d'autres termes : «Découvrez la France : ses paysages, ses châteaux et avortoirs.»

Sans oublier le problème de la dénatalité, important certes, mais pas fondamental quant à notre refus de l'avortement; a-t-on besoin dans les colonnes de Royaliste de dénoncer la logique nihiliste qui inspire ces projets de décrets ? Ce que l'on peut encore ajouter c'est que le Parti Socialiste, au programme duquel

sont empruntées et timidement ces mesures, témoigne par là que loin d'être un parti révolutionnaire, voulant rompre avec une société d'usure où l'homme n'est qu'une machine produisant et consommant, et non tout simplement une personne, ne peut établir aucun projet de société sinon pour suivre celui conforme au malthusianisme capitaliste.

Peut-on dire que la banalisation de l'avortement est libération pour la femme ? Ou bien les hommes n'y gagnent-ils pas une irresponsabilité totale de la conséquence de leurs actes qui plus encore risque de réduire la femme à l'état d'objet ? L'avortement légalisé est le symbole d'une société dont le secret est le mépris de l'être humain, le nihilisme, et la réalité le totalitarisme.

Quant au sénateur centriste Caillavet, il en rajoute, à son habitude : délai légal passant de dix à douze semaines, avortement libre et gratuit pour les mineures; consultation sociale devenant facultative, donc abandon de la notion de «détresse», déjà plus que floue, l'avortement devenant dans les textes ce qu'il est trop souvent dans la réalité : de convenance. Après cela, accélération des démarches -surtout que la mère ait le moins de temps possible pour se raviser-; deux centres d'IGV minima obligatoire par département; augmentation du taux d'avortement -de 25% à 35%- pouvant être admis dans un hôpital ou une clinique. Le plus étonnant serait ces prétendues structures départementales d'information sur la sexualité et la contraception, ayant des antennes mobiles dans les établissements scolaires et que l'on aurait le front de confier... aux centres d'IVG !

Yvette Roudy est plus timide. Mais au P.S. certains aimeraient que jusqu'au cinquième mois l'on puisse avorter «cool». Une façon d'imiter les Anglais. Il y aurait pourtant une autre façon pour des socialistes d'imiter la Grande-Bretagne : au Parti travailliste, où la discipline de vote avait été refusée pour l'avortement, un nombre important de députés se sont rassemblés en défenseurs de la vie, en opposants à l'infanticide... Ou comment être véritablement socialiste.

A. TISSERAND

l'héritage giscardien

La semaine dernière, François Bloch-Lainé a présenté le pré-rapport de la «Commission du Bilan», chargée d'examiner les résultats de la politique giscardienne. Ce texte confirme ce que nous n'avons cessé de dire sur le libéralisme avancé et le «mondialisme».

De fait, le bilan du septennat écoulé est particulièrement mauvais. On voit nettement apparaître le dédain de l'aristocratie financière pour l'industrie nationale puisque, après un désintérêt marqué pour la question, c'est seulement dans la dernière année que le gouvernement Barre s'est préoccupé de la définition d'un projet industriel digne de ce nom.

Dans le domaine du commerce extérieur, la situation s'est considérablement dégradée tout particulièrement à l'égard des pays industrialisés (Allemagne, Etats-Unis, Japon) et notre marché intérieur a été envahi par les produits étrangers.

Inutile d'insister sur l'échec patent de la politique suivie en matière d'emploi et de prix : faute de projet industriel, et par le jeu des mécanismes du libre-échange - l'emploi s'est dégradé dans les proportions que l'on sait. De même, l'inflation n'a pu être maîtrisée, faute d'action sur les structures, et la libération des prix a eu des effets inflationnistes dans le commerce et dans les services.

Certes, le gouvernement précédent a fait de gros efforts pour défendre le franc (mais au prix de quels sacrifices pour les Français) et pour affirmer notre indépendance énergétique (mais en provoquant, dans une partie de la po-

pulation, de graves traumatismes).

Le rapport Bloch-Lainé sera inutile, voire néfaste, s'il devient l'alibi des insuffisances de l'actuel gouvernement. Il faut souhaiter au contraire qu'il agisse comme un «repoussoir», évitant au nouveau pouvoir de succomber à l'illusion mondialiste. Car il est clair qu'il n'y aura aucune solution à la crise, aucune solution au problème de l'emploi, ni à celui du déficit extérieur, si l'Etat laisse l'économie française poursuivre son insertion dans les mécanismes du capitalisme multinational. La reconquête du marché intérieur exige une protection temporaire de notre économie. Son redressement exige une réforme du système monétaire international et une lutte incessante contre la stratégie des multinationales. C'est à ces conditions que le chômage regressera et que l'inflation, pour une part importée elle-même, diminuera.

On voudrait être sûr que le gouvernement comprend l'importance de cette rupture avec les mécanismes du libéralisme économique. Mais, quand on l'entend célébrer les vertus d'une «Europe» intégrée en fait dans la zone atlantique, on se prend à douter.

B. LA RICHARDAIS

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :

.....
désire recevoir, **sans engagement de ma part** une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

nouvelle calédonie : la fièvre

monte à nouméa

L'assassinat de Pierre Declercq, secrétaire général de l'Union Calédonienne, et la situation tendue qui en a résulté depuis plus de deux semaines, montrent une fois de plus que la France n'en a pas fini avec les restes de son empire colonial.

On s'était débarrassé silencieusement de Djibouti, on avait largué (presque entièrement) les Comores, et cela faisait quelques semaines que l'on ne parlait plus beaucoup des Antilles ...

Mais un meurtre a provoqué la colère de tout un peuple et fait savoir à beaucoup de Français que la Nouvelle-Calédonie n'est pas seulement un «bloc de nickel» mais aussi un édifice social semi-colonial et branlant, une juxtaposition ethnique qui n'a abouti ni au melting-pot ni à la coexistence pacifique des communautés entre lesquelles les fruits d'une croissance économique trop rapide ont été partagés d'une manière trop inégale. Si ce constat, connu des spécialistes, a été porté à la connaissance du peuple

rappellera toutes proportions gardées des souvenirs à ceux qui ont connu le drame algérien.

A peu près 50.000 personnes (près d'un tiers de la population de l'île) sont en effet d'origine européenne; auraient-elles leur place dans une Nouvelle-Calédonie indépendante ? Nous n'en sommes pas encore là, mais le poids de cette communauté de pieds-noirs calédoniens (les «Caldoches») pèsera lourd dans l'attitude du gouvernement; compréhension à l'égard des indépendantistes, ou répression ? On sait déjà que, outre les forces stationnées dans l'île, un escadron supplémentaire de gendarmerie se tient à Tahiti, prêt à intervenir. Mais une fois apaisée la tension, c'est aux problèmes concrets qu'il faudra s'attaquer : le déséquilibre d'une économie reposant presque entièrement sur l'exploitation du seul nickel; le rapprochement des communautés européenne et mélanésienne que même l'habitat sépare (les blancs étant surtout à Nouméa et sur la côte Ouest); le sous-équipement d'une grande partie de l'île (Nouméa rassemble 65% de la population active et 88% des emplois.) Enfin reconnaître l'existence du peuple canaque, sa culture et sa représentativité politique qui n'est peut-être plus suffisamment assurée par le cadre tribal.

Faute d'une action audacieuse du Pouvoir dans ces domaines, ce seront les Mélanésiens, à juste titre, qui agiront. Ce ne sera pas la première fois et les Canaques gardent en mémoire la sanglante révolte de 1878, il y a plus d'un siècle.

Et dans ce cas, après l'indépendance des Nouvelles-Hébrides (perte culturelle car Vanuatu est en cours d'anglicisation) ce sera le début de la fin de la présence française dans le Pacifique.

René ADRIER



Pierre Declercq

français, Declercq aura été par delà sa mort, utile une fois de plus à sa patrie d'adoption... Le fait qu'il soit, d'ores et déjà, considéré par les indépendantistes comme «la première victime et le premier héros de l'indépendance» montre la radicalisation de leurs thèses et laisse présager de l'irréversibilité des tendances vers -au moins- une large autonomie. Tendances qui dès le début du septennat Mitterrand, semblent placer les socialistes dans une situation qui

contre le neutralisme

Marches de la paix, manifestations violentes lors de la venue du général Haig à Berlin-Ouest, attentats contre des installations militaires, contre le commandement des forces terrestres américaines en Europe. Il semble qu'une vague de pacifisme et d'anti-américanisme s'abatte sur les alliés traditionnellement les plus dociles des Etats-Unis. Contestation cohérente de la politique des blocs ou simple colère contre le grand frère américain ?

La contestation de la présence américaine en Europe de l'Ouest n'est pas chose nouvelle. La «sale guerre» du Vietnam a fait émerger au début des années 70, à côté des traditionnels partis communistes, une véritable opinion mêlant éléments de l'extrême-gauche, intellectuels, et comme en RFA, certaines forces morales comme l'église protestante. Malgré quelques succès elle fut pendant longtemps marginale. Les événements récents démontrent que ces idées agitent maintenant les classes politiques et les partis au pouvoir en Europe du Nord, qu'elles se nourrissent de la brutale remise au pas des alliés de l'OTAN voulue par Reagan.

CRISE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

En Europe du Nord, les partis sociaux-démocrates connaissent eux aussi l'usure du pouvoir et la désaffection d'une fraction de leur électeurat traditionnel principalement jeune. Les attitudes très électoralistes de certains responsables (désirant se rallier l'opinion anti-nucléaire puissante dans cette partie de l'Europe) et la présence dans les organisations de jeunes socialistes d'éléments en contact avec l'extrême-gauche ont permis de constituer au niveau des appareils des fractions favorables à une politique au moins neutraliste vis-à-vis des deux blocs. L'exemple de la social-démocratie allemande illustre bien cette évolution : depuis longtemps les jeunes socialistes (jusos) mènent une guerre ouverte contre le gouvernement de M. Schmidt et participent à toutes les protestations pacifistes dont les dernières manifestations contre la venue du général Haig. Loins d'être isolés, ils bénéficient de la présence à la tête du parti de M. Willy Brandt, favorable à la renégociation de la présence américaine. Le chancelier Schmidt, fortement critiqué à droite comme à gauche, dut même menacer de démissionner si ses amis politiques ne le suivaient pas dans l'approbation du renforcement du dispositif de l'OTAN.

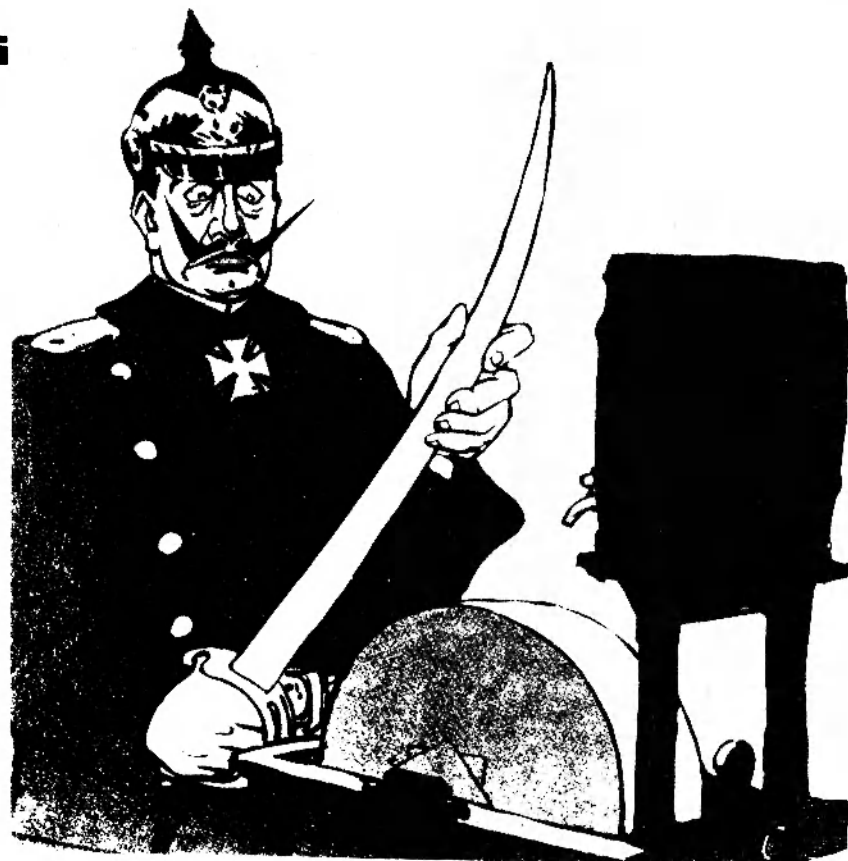
De même, au Danemark, le gouvernement socialiste est opposé à son parti sur la question des fusées Pershing 2. Au Pays-Bas la nouvelle coalition gouvernementale menace d'éclater à peine formée, du fait de l'opposition des socialistes à l'installation des missiles de croisière américains. La signature récente d'un appel des ministres de l'Europe du Nord à la création d'une zone dénucléarisée démontre que les gouvernements doivent lâcher du lest à leurs oppositions internes. Enfin, en Grande-Bretagne, le front du refus à la politique militaire de Reagan, principalement formé par les travaillistes, vient de recevoir l'appui du parti libéral, la formation montante de la vie politique Outre-Manche.

On peut donc s'étonner du fait que le général Haig ait déclaré à un journal américain que la vague de neutralisme en Europe ne l'inquiétait pas !

LES MANŒUVRES DES GRANDS

Il faut bien admettre que le jeu absurde des deux grands qui consiste, de déclarations de Reagan en discours de Gromyko à se faire peur, a pour partie réussi. Mais peut être pas dans le sens escompté.

La nouvelle politique américaine a sans doute frappé trop fort pour être suivie par des alliés que l'on accuse de se livrer à «l'introspection» et au «pessimisme» (déclaration de Haig le 13 septembre à Berlin). Ainsi la R.F.A., dont la prospérité doit beaucoup à la détente et aux contrats commerciaux avec l'Est peut-elle accepter d'être traitée comme un allié à qui on fait la morale ? M. Willy Brandt ne vient-il pas de déclarer à M. Mitterrand que «les Allemands en ont plein le dos de voir leur pays traité par les Américains comme une colonie» ? En quelques mois les rapports catastrophés du Pentagone sur le déséquilibre euro-stratégique n'auront fait qu'affoler un peu plus les opinions, les admonestations de Haig n'auront



qu'un peu plus froissé les susceptibilités nationales. Doit-on pour autant se réjouir d'une réaction de fond qui touche aujourd'hui les alliés les plus sûrs de l'Amérique ? Non, et cela pour trois raisons.

Tout d'abord parce que le neutralisme des Européens du Nord semble être moins une attitude politique qu'une démission devant les réalités stratégiques. Ceux-là même qui s'accommodaient fort bien de l'insidieuse politique de Carter, semblent aujourd'hui plus taper du pied que proposer des moyens crédibles de sortir de la logique militariste des supergrands. Les désillusions des sociaux-démocrates pour le modèle américain n'ajoutent en fait qu'à la confusion générale.

De plus rien dans l'attitude de l'URSS ne démontre qu'elle a changé de logique. La nouvelle donne de la diplomatie américaine la force seulement à prendre les devants. Ainsi, malgré les discours de bonne volonté de Brejnev ou de Gromyko, l'URSS se paie le luxe d'une provocation pure et simple en installant en juillet dernier 230 fusées SS20 supplémentaires. La grande campagne lancée par les milieux soviétiques et relayée par les Partis communistes, «Pour la Paix, contre les euromissiles et la bombe à neutrons» ne fait illusion qu'aux imbéciles, tels ces marcheurs de la Paix du mois d'Août qui s'étonnaient d'être félicités par Brejnev et d'être reçus par le seul Georges Marchais à Paris.

Enfin, certaines idées, telles que celle d'une zone dénucléarisée en Europe relèvent des utopies dangereuses. Certains y voient une possibilité de réunification allemande, vieux

serpent de mer dont les soviétiques jouent avec génie depuis 25 ans. Une fois de plus on veut faire l'économie de politiques d'indépendance avec quelques rêveries.

LA LOGIQUE DE LA FRANCE

Paradoxalement, le nouveau régime socialiste et M. Mitterrand semblent à la fois épargnés par la vague de neutralisme et par les manœuvres des grands. Au point que certains, prenant leurs désirs pour réalités, voient en lui non seulement l'interlocuteur privilégié de M. Reagan, mais le pilier central de l'OTAN. En fait notre pays, doté d'une défense indépendante fondée sur sa force de feu stratégique, est à même de jouer un rôle d'équilibre dans le désordre des politiques militaires européennes. Comme l'indiquait M. Mitterrand lors de sa conférence de presse du 24/9, la France peut prendre l'initiative de la paix en proposant ses bons offices dans la préparation de la conférence bilatérale sur le désarmement. De même, attaché au principe de l'équilibre des forces des blocs, notre pays peut appuyer l'un lorsque l'autre prend trop nettement l'avantage et menace la paix (ce qui fut le cas en 1962 lors de la crise de Cuba). Si de nouvelles crises internationales devaient intervenir du fait des politiques irresponsables de Washington ou de Moscou, c'est l'attitude de sang-froid que nous donnent force et indépendance, qui permettrait de les débloquer et non l'affolement et la démission des neutralistes d'aujourd'hui.

O. MOULIN

Si la NAR avait des députés et que Gaston Defferre utilisait pour l'adoption de sa loi sur la décentralisation la procédure du vote bloqué excluant tout amendement, ils voteraient «pour» mais d'assez mauvaise grâce.

Le loi Defferre est ambitieuse puisqu'elle vise à réformer à la fois le statut des communes, des départements et des régions. Etant donné l'extraordinaire complexité du problème, les précédents auteurs de tentatives de réforme avaient été plus prudents : la loi référendaire gaullienne avortée de 1969 ne s'attaquait qu'à la région, à l'inverse, le rapport Guichard s'occupait beaucoup des communes, moyennement des départements et très peu de la région. Mais on peut rétorquer à cela que «l'état de grâce» aidant c'était le moment où jamais pour un pouvoir décentralisateur de faire sauter d'un seul coup tous les verrous bureaucratiques afin d'empêcher notre administration jacobine de grignoter sournoisement une réforme trop partielle. Voyons donc successivement ce que propose pour chaque instance administrative la réforme Defferre.

DES COMMUNES MAJEURES...

Au niveau communal, la disposition la plus voyante est celle qui supprime la tutelle du préfet - pardon du commissaire de la République - sur les décisions des municipalités. «*Les délibérations et arrêtés pris par les autorités communales sont exécutoires de plein droit*» (article 2). Le représentant de l'Etat a cependant la possibilité, s'il estime ces décisions illégales de les déférer devant le tribunal administratif. C'en est fini des contrôles d'opportunité.

Il en va de même pour le budget. C'est seulement lorsqu'il n'est pas en équilibre que le représentant de l'Etat peut saisir une institution nouvelle prévue par l'article 56 de la loi, la chambre régionale des comptes. En outre, les dépenses obligatoires pour les communes sont réduites à l'acquittement des dettes exigibles et aux dépenses pour lesquelles la loi l'a expressément décidé. Désormais la commune se gérera souverainement.

Ceci est d'autant plus vrai que le comptable communal agent du trésor ne peut être nommé qu'après agrément du maire si sa circonscription se limite à une commune et consultation des maires dans le cadre de circonscriptions pluricommunales. En ou-

tre, révolution capitale, le comptable de la commune ne peut plus désormais apprécier la légalité ou l'opportunité des décisions prises par les municipalités (article 10).

Celui-ci ajoute : «*Lorsque le comptable de la commune notifie son opposition au paiement d'une dépense, le maire peut adresser un ordre de réquisition au comptable qui s'y conforme aussitôt sauf en cas d'absence de crédit ou de fonds disponibles, de justification du service fait et en cas de défaut de caractère libératoire du paiement.*

«*L'ordre de réquisition est notifié à la chambre régionale des comptes.*

«*En cas de réquisition l'ordonnateur assume la responsabilité personnelle et pécuniaire du comptable.*

Autrement dit la loi Defferre fait coup double. D'une part elle porte un coup décisif à l'Etat-Rivoli qui par Trésoriers-Payeurs-Général et Comptables du Trésor interposés, exerçait sur les collectivités locales une tutelle à la fois insidieuse et plus lourde que celle des préfets. Mais en même temps elle force les élus locaux à être adultes, en engageant leur responsabilité pécuniaire.

Ceci est vrai d'ailleurs de la suppression de la tutelle préfectorale. Il était autrefois facile aux maires de prendre telle ou telle décision démagogique puis de s'arranger pour que le préfet l'annule, quitte à vitupérer la centralisation jacobine. Désormais les maires seront pleinement responsables devant leurs mandants des décisions prises.

En revanche, le projet de loi est beaucoup plus flou en ce qui concerne l'allègement de la tutelle technique des services de la préfecture - fort importante - puisqu'il prévoit que seules seront opposables aux communes les prescriptions et procédures techniques contenues dans un code à rédiger ultérieurement. De l'ampleur et de la minutie de ce code dépendra l'intensité plus ou moins grande de la tutelle.

... MAIS ISOLEES

En fait, le reproche majeur que l'on puisse adresser au titre I

la fin jacobins

consacré aux communes est son mutisme en ce qui concerne leur regroupement ou leur fédération. 25.000 communes ont moins de 500 habitants. Comment voulez-vous qu'elles assument, même avec des ressources financières améliorées, un effort important de construction et d'entretien d'infrastructures ?

Et dans les agglomérations urbaines ne pas prévoir de communautés de communes revient à poursuivre un aménagement urbain éclaté. Sans compter que les communes-centre riches en entreprises auront des finances florissantes, cependant que les banlieues dortoirs qui supportent l'effort de logements devront continuer à imposer à leurs administrés

une charge fiscale démesurée. Bien sûr, les essais de fédération qu'il s'agisse des S.I.V.O.M. (Syndicat intercommunaire à vocation multiple) des districts urbains ou des communautés urbaines sont un échec relatif. Bien sûr, les petites communes sont d'irremplaçables unités de voisinages. C'est pour cela que, fort sagement, le rapport Guichard proposait de les fédérer sans les fusionner et de laisser leurs écharpes aux maires. Mais le tollé général que celui-ci a provoqué chez les intéressés a été tel que Gaston Defferre, avec un manque de courage politique évident, a reculé devant le «poujadisme municipal» qui touche entre autres un bon nombre de notables de l'ex-S.F.I.O.



Décentralisation: un combat permanent des royalistes

des

DÉPARTEMENT : UN DOUBLE POUVOIR ?

Au niveau départemental le projet Defferre instaure une décentralisation doublée d'une déconcentration. Désormais, l'exécutif départemental ne sera plus le préfet -transformé en commissaire de la République- mais le président du conseil général assisté de son bureau. La tutelle et le vote du budget sont modifiés et allégés dans les mêmes conditions que pour les communes. Chose capitale, le comptable du département ne peut être en même temps le comptable de l'Etat ce qui met fin à la dictature des Trésoriers-Payeurs-Général.

Nous nous inquiétons en revanche du fâcheux esprit planiste qui inspire la définition des compétences régionales. Si la plan est un document indicatif prévoyant les actions souhaitables dans les cinq années à venir c'est un instrument utile. On peut alors admettre que la région contribue à sa réalisation par des incitations financières. Mais s'il est un document contraignant qui fige l'avenir pour cinq ans il est inacceptable. Or on s'achemine vers cela. Ceci est d'autant plus vrai que l'alinéa 2 de l'article 48 prévoit que les interventions de la région «ne peuvent contrevenir aux règles d'aménagement du territoire prévues dans la loi approuvant le plan» (national). Or le petit Rocard qui gère le plan et l'aménagement du territoire se fait une haute idée et une idée hautement technocratique de sa mission. Il est bien loin le temps où, leader du P.S.U., il rédigeait son rapport «Décoloniser la province». Or par le biais du planisme la régionalisation peut être vidée de toute substance.

UNE REFORME INACHEVÉE

Nous avons analysé les forces et les faiblesses du projet Defferre. Il nous reste maintenant à parler de ses silences. D'abord exception faite de la région le texte est muet

L'exécutif départemental peut créer ses propres services et peut utiliser en outre les services extérieurs de l'Etat. Le Commissaire de la République, juge de la légalité des délibérations du Conseil général, est en outre le chef des services extérieurs de l'Etat dont le cordon ombilical avec les administrations centrales est ainsi coupé. Cette disposition sera, espérons-le, plus efficace que la déconcentration manquée de 1964 qui n'a guère empêché les dossiers de continuer à remonter à Paris.

Le titre II du projet consacré au département constitue à coup sûr la partie la plus critiquable de la loi. D'abord il n'est pas bon que le président du conseil général, assemblée souvent nombreuse, soit en même temps le chef de l'exécutif. Ce rôle aurait mieux convenu au président de la commission départementale instance que la réforme supprime. Par ailleurs la volonté de décentralisation risque ici d'aboutir à un conflit entre Commissaire de la République et exécutif départemental. Puisque l'un et l'autre utilisent en partie les mêmes services il eût été bon que des relations de coopération s'instauraient entre eux. Ainsi n'y aurait-il rien eu de scandaleux à ce que le Commissaire de la République puisse assister aux séances du Conseil général et de l'exécutif. Au lieu de cela, il faut une demande écrite du Premier ministre pour que le Commissaire de la République soit entendu par l'Assemblée. Enfin la création de services départementaux spécifiques n'est admissible que si à la création d'un poste de fonctionnaire départemental correspond la suppression d'un poste d'un fonctionnaire d'Etat. Faute de quoi, on créera une bureaucratie supplémentaire.

REGION : ATTENTION AU PLAN I

Le titre III consacré à la région rehausse le prestige de celle-ci. Elle n'est plus un simple établissement public comme dans la loi de 1972 mais une collectivité territoriale à part entière dont l'Assemblée est élue au suffrage universel et au scrutin proportionnel. «Responsable du développement économique et social de la région le conseil régional élabore un plan régional dans le cadre du plan national et assure son exécution. Ce plan prévoit notamment le développement des activités agricoles et touristiques, l'amélioration des communications et des transports

d'intérêt régional, la mise en valeur des ressources énergétiques locales, la mise en œuvre des mesures et moyens propres à développer l'emploi, une politique culturelle régionale ainsi que des actions sanitaires et sociales» (article 45). A ce titre la région peut contrairement à ce que prévoyait la loi de 1972 dont c'était le gros point faible engager des dépenses de fonctionnement entraînées par le financement des opérations d'intérêt régional direct.

En ce qui concerne la tutelle et le vote du budget, les mêmes procédures sont employées que pour la commune et le département. Comme au niveau départemental, le président du conseil régional est le chef de l'exécutif, peut créer des services régionaux et dispose des services de l'Etat. Nous ne répéterons pas ici la critique que nous en avons déjà faite.



ET LA CORSE ?

Il est au moins un domaine dans lequel les résultats de l'action de Gaston Defferre sont d'ores et déjà positifs : le problème corse. Le ministre de l'Intérieur a promis une décentralisation encore plus poussée dans l'île de Beauté que sur le continent et une lutte contre la fraude par la refonte des listes électorales. Résultats : le F.L.N.C. suspend ses plasticages et l'U.P.C. (Union du Peuple Corse) des frères Siméoni se déclare prête à jouer le jeu électoral. En réalité, il n'y a pratiquement pas d'indépendantistes en Corse. Les autonomistes sont simplement régionalistes en flèche et les frères Siméoni ont toujours déclaré qu'ils souhaitaient n'avoir jamais à choisir entre l'attachement à leur peuple et leur citoyenneté française. C'est à ce choix qu'auraient pourtant été acculés nombre de Corses si l'imbécile politique immobiliste giscardienne avait été poursuivie. Seuls mécontents, les caciques chefs de clan MRG ou RPR qui ne pourront plus aussi facilement que par le passé «bourrer les urnes».

sur les compétences des différentes collectivités locales. Celles-ci nous dit-on seront définies par une loi ultérieure. Attendons. Mais remarquons d'ores et déjà deux choses.

La région tout d'abord ne se voit attribuer aucune compétence en matière d'Education. Alain Savary a sauvé «ses» recteurs. Ce qui laisse à penser que le démantèlement de la rue de Grenelle n'est pas pour demain et qu'un levier vital pour la décentralisation va continuer à échapper aux collectivités locales.

Par ailleurs, trois niveaux de gestion au niveau local c'est trop. Entre autres, la loi définissant les compétences devra dire clairement qui de la région ou du département doit avoir la primauté (la réponse pouvant d'ailleurs varier selon les régions). Faute de quoi, des conflits de compétences se produiront inévitablement.

De même c'est une loi ultérieure qui définira les ressources financières des collectivités locales. On verra bien alors si par le truchement d'une fiscalité modernisée et la globalisation des subventions attribuées selon des critères impersonnels les nouveaux princes qui nous gouvernent ont véritablement une volonté décentralisatrice.

ET LA POLITIQUE INDUSTRIELLE ?

Reste un problème énorme : communes, départements et régions se voient autorisées à engager toute dépense entraînée par les mesures nécessaires à la protection des intérêts économiques et sociaux de la population. Mais dans le cadre capitaliste actuel risque de se reproduire un phénomène que les communes et départements ne connaissent que déjà trop bien : les collectivités locales aménageront à grand frais des zones industrielles essaieront d'attirer des groupes étrangers à la région moyennant une exonération fiscale temporaire s'ajoutant aux primes à la décentralisation versées par «Paris». Mais très souvent la filiale du groupe ferme ses portes au bout de quelques années et s'en va «chasser la prime» ailleurs. Il en irait autrement si les grands groupes étaient morcelés leurs filiales locales étant revenues au patronat et au salariat régional. Mais cela pose un problème de société sur lequel il nous faudra revenir.

Arnaud FABRE

LES SILLONS DE LA FAIM

François de Ravignan -disciple de René Dumont- et Jacques Berthelot sont les co-auteurs de cet excellent ouvrage ne sont pas des plus passionnants lorsqu'ils parlent du pillage des ressources du Tiers Monde par l'exploitation des mines et l'économie de plantation. La dégradation des termes de l'échange est un phénomène bien connu, maintes fois dénoncé et rarement réprimé depuis vingt ans -exception faite partiellement des pays de l'OPEP. Capitale en revanche est la dénonciation d'une aide étrangère suscitée souvent par la classe politique locale qui prétend appliquer au Tiers Monde les solutions technologiques de l'Occident. Ainsi la trop fameuse Révolution Verte nécessite pour maintenir des rendements élevés l'importation au prix fort d'engrais pesticides et autres phytosanitaires. Le développement du Tiers Monde sera endogène ou ne sera pas. Mais les élites de ces régions occidentalisées superficiellement et déculturées en profondeur sont incapables ou corrompues. Alors, faut-il envisager un développement du Tiers Monde à grands coups de microréalisation du Secours Catholique ? Solution peu réaliste qui serait pourtant la seule à corriger l'impact de l'homme blanc sur le «Sud».

A.F.

ARISTIDE BRIAND

Encore les carnets d'un homme célèbre trouvés au fond d'une vieille malle ? Non, mais une nouvelle forme de biographie. Vercors, l'homme de la Résistance, se substitue au ministre du désarmement et de l'impossible réconciliation avec l'Allemagne pour rédiger des mémoires imaginaires qui ne sont pas, bien qu'il s'en défende, sans complaisances. Renégat d'un socialisme naissant qu'il voulut accommoder trop vite à la sauce républicaine, Briand restera toute sa vie l'ancien pur devenu ministre, véritable bête parlementaire, mais mené par des idées vagues. L'Europe de la paix dont il fut l'apôtre zélé pendant l'entre deux guerres, fondée sur de solides amitiés et sur une spectaculaire politique de concertation, ne devait pas résister aux réalités économiques et aux conséquences politiques des traités bâclés de 1918.

Reste une conception de la diplomatie, mélange curieux d'idéalisme et d'intrigues, qui marquera la politique étrangère française jusqu'au gaullisme et que Vercors met bien en lumière.

O.M.

Les intellocrates

Expédition en haute intelligentsia

Depuis les études de Régis Debray sur le glissement du pouvoir intellectuel des mains de l'Université aux médias une enquête s'imposait sur la manière dont fonctionne les trois pôles du triangle Editions-Presse-Université.

Hamon et Rotman se sont lancés avec une rigueur de fins limiers dans une «expédition en haute intelligentsia». Un prologue d'un humour certain qui voit nos amis plonger dans le microcosme du Quartier latin, résume assez bien le problème. Tous les écrivains-éditeurs-critiques semblent s'y être donné rendez-vous. En quelques heures, en suivant «l'itinéraire conseillé» nous les aurons tous rencontrés. C'est que la tribu des intellocrates qui a établi son territoire au Quartier latin est peu nombreuse. Guère plus de deux cents âmes. Par cumuls ils contrôlent cependant l'édition, la presse et l'université. Ils constituent de véritables réseaux. Les excommuniés, les chrétiens de gauche et les soixante-huitards sont les trois principales strates de la rive gauche qui unissent étroitement des hommes qui ont lutté ensemble et, quoique leurs chemins aient divergé, n'hésitent pas à se rendre de menus services. Les déjeuners de combines et les renvois d'ascenseurs sont monnaie courante.



Champion toutes catégories, le tandem Lévy-Sollers. Que B.H.L. salue, dans «Art-Press», Sollers comme «le plus grand de nos écrivains français» et Sollers réplique dans «Le Matin» que B.H.L. écrit le «meilleur français critique», et vice versa. Seuls Rinaldi pour «L'Express» et Poirat-Delpech pour «Le Monde» échapperaient à ce que nos auteurs appellent «le marché noir de la critique».

Un phénomène plus récent est venu amplifier ce processus; la concentration des médias et plus particulièrement, dans un domaine clef pour la circulation des idées, celui de l'édition. L'éditeur-libraire est mourant. Seuls subsistent ceux qui ont su à temps créer ou s'attacher à un groupe. Dans le peloton de tête «la bande des trois» : Gallimard, Le Seuil, Grasset, avec pour seule méthode budgétaire : beaucoup d'auteurs à succès (les intellocrates) et peu d'auteurs à risque. Aussi la production stagne, les nouveautés régressent, les réimpressions croissent. De plus, la concentration de l'édition entraîne la concentration des intellocrates. Qui décide ? Les intellocrates directeurs de collection ? Qui reçoit les Prix ? Les intellocrates publiés par la bande des trois ? Il est vrai que les jurés des Prix appartiennent dans de fortes proportions à l'une des trois maisons et que celles-ci publient 70% de la production romanesque...

Il était prévisible que piqués au vif, les intellocrates tentent d'empêcher la sortie de ce brûlot. Après avoir essuyé un refus au Seuil qui avait pourtant programmé ce livre, nos enquêteurs ont pu se faire publier chez Ramsay. (1) Une démonstration supplémentaire de ce que, comme le déplore Poirat-Delpech (2), les mécanismes du pouvoir, de concentration et de commandement, s'appliquent également à la culture.

Hubert BOCQUILLON

* Hervé Hamon et Patrick Rotman -Les Intellocrates- Ed. Ramsay. Prix franco 77 F.

(1) NDLR. Un bruit a aussitôt été répandu dans la profession. Avec un air entendu on vous dit que Ramsay aurait d'abord fait remanier le livre pour le rendre moins explosif. Ainsi bénéficierait-il de l'aura du scandale sans gêner vraiment ses confrères. Il s'agit d'une contre-attaque alambiquée qui ne détruit pas l'argumentation et les exemples du livre dans la forme qui nous est livrée.
(2) Le Monde des livres, 11 sept. 81.

KHMERS ROUGES

Serge Thion qui soutient le professeur Faurisson dans sa contestation de la volonté de génocide des nazis, était attendu dans son dernier livre «Khmers rouges» à propos d'un autre génocide : celui du peuple cambodgien. Sans désespérer, Thion récidive. Selon l'auteur, la presse occidentale, aux ordres des Américains, nous a vendu un «Cambodge de cauchemar» qui ne correspond en rien à la réalité. Sont particulièrement visés «Le Monde» et «Le Nouvel Observateur» où Lacouture est pris en flagrant délit de trucage dans un reportage sur la «démence cambodgienne». Bref, selon Thion, nous manquons d'informations et il vaudrait mieux s'intéresser aux massacres de Timor ou aux Philippines où nous sommes directement impliqués plutôt que d'aider au réarmement moral de l'impérialisme américain.

Un livre percutant qui, s'il ne peut nous faire oublier le génocide cambodgien, s'écarte des sentiers battus et nous oblige à jeter un regard critique sur tous les témoignages et reportages de nos news magazines en la matière.

H.B.

POLITIQUE ENERGETIQUE
LES VOIES DU SOLAIRE

Cette étude du Comité d'Action pour le Solaire, tout en évitant de relancer la guerre de religion contre le nucléaire essaie de démontrer que les énergies renouvelables pourraient à l'horizon 2000 couvrir plus du quart de nos besoins énergétiques soit 52,5 M Tep (1) sur 194 M Tep (à savoir biomasse : 27 M Tep, hydro-électricité : 17,5 M Tep, solaire actif : 8 M Tep). Cela ne cadre guère avec les prévisions de Jean-Claude Colli (2) (1% du bilan énergétique couvert par les énergies nouvelles en 1985) ni avec les scénarii d'E.D.F. Mais comme par ailleurs les auteurs montrent les contradictions criantes entre les prévisions d'E.D.F. et celles de l'A.N.E.E. (Agence Nationale des Economies d'Energie), le dossier reste ouvert. Nous y reviendrons.

A.F.

(1) Tep : tonne équivalent pétrole.
(2) Ancien délégué aux Energies Nouvelles

Références : Jean Vercors -Moi, Aristide Briand, 1862-1932- Ed. Pion, prix franco 76 F - Serge Thion et Ben Kierman -Khmers rouges- Ed. Libres Halier, prix franco 95 F - François de Ravignan et Jacques Berthelot -Les sillons de la faim- Ed. L'Harmattan, prix franco 62 F - Comité d'Action pour le Solaire -Politique énergétique, les voies du solaire- Ed. La Documentation française, prix franco 45 F.

Pour qui a fait au moins une fois dans sa vie le pèlerinage d'Assise, le souvenir reste inoubliable. François est là, présent à chaque pas, de la Portioncule aux Carceri. La belle et grande basilique où repose son corps mortel par la volonté de l'infidèle frère Elie n'est sans doute pas selon le cœur de l'ami de la pauvreté. Elle témoigne de la gloire non éphémère du fils Bernardone. Pourvu que soit toujours ravivée la flamme de l'esprit franciscain... Elle n'a pas déserté Assise où chaque rue, chaque église évoquent les Fioretti de celui qui est pour l'histoire une des plus grandes figures de l'Occident. De siècle en siècle, le Poverello n'a cessé d'inspirer, de fasciner, jusqu'à ce vieux sceptique de Renan : «Son œil, clair et profond comme celui de l'enfant, a vu les derniers secrets, ces choses que Dieu cache aux prudents et révèle aux petits... On peut dire que, depuis Jésus, François d'Assise a été le seul parfait chrétien. Ce qui fait sa haute singularité, c'est d'avoir, avec une foi et un amour sans borne, entrepris l'accomplissement du programme de Galilée.»

Renan avait, au moins, le mérite de ne pas priver François de son modèle, et de son seul secret. Il est trop facile -et notre époque ne s'en est pas privé- d'en faire un de ces anars un peu hurluberlus ou idéalistes barbus. Flower power ! Il y a, il est vrai, quelques bonnes raisons qui plaident pour un saint François patron des écoles, et même précurseur des hippies. Après tout, le mouvement est né autour d'une ville qui ne s'appelle pas pour rien San Francisco. Mais le prédicateur des oiseaux, le troubadour du *cantique du soleil*, n'est pas le premier venu des amis des bêtes et des fleurs. C'est un poète théologien, inspiré par le gai savoir de nos Provençaux. Il ne nous est pas indifférent à ce propos qu'il ait chanté habituellement en français et que son prénom même lui ait été donné par un père qui revenait des foires champenoises, François signifiant probablement le Franc ou le Français. Théologien, François qui fuyait les vains prestiges de la science, ne l'était guère au sens magistériel du terme. Spirituellement tout à fait, au sens où devant les êtres et les choses, il ne pouvait réagir que théologiquement. De ce point de vue, toute la création chante la gloire de Dieu. Et le poète ne peut que la restituer au Créateur avec ce pouvoir merveilleux réservé aux thaumaturges d'anticiper sur les temps messianiques où selon la prédiction du prophète, l'enfant pourra jouer sur le trou du serpent. D'où l'histoire «fabuleuse» du loup de Gubbio qui terrorisait la ville et la région et à qui François, d'un mot, conféra la gentillesse de l'agneau. Le saint n'abolit pas du même coup toute la férocité de la nature, il enseigne aux bonnes gens de Gubbio qu'elle est le fruit de leur péché. Mais cette même nature peut et doit être rachetée. C'est la grâce du Poverello d'anticiper sur ce rachat.

Nos hippies ont voulu nier cette étape affirmant dangereusement une prétendue innocence du monde. Seul François pouvait se frotter à frère le feu qui lui épargnait ses rigueurs. Mais c'est un exploit qui n'est pas spécialement à recommander... Sur l'innocence et sur la nature, Chesterton a de très bonnes pages dans son «Saint François d'Assise». Comparant l'éveil franciscain au monde, au sentiment de la nature dans l'Antiquité, il note que chez les Grecs:

françois d'assise

«le résultat immédiat de l'hommage au Soleil et à la santé ensoleillée de la nature fut une perversion qui se propagea comme une peste.» L'affirmation de la plus grande santé provoquant la pire maladie ou la pire perversion, ce n'est pas seulement une expérience antique, c'est une expérience périodiquement reconduite. Nous l'avons vue avec le nazisme, nous l'avons vue d'une façon plus générale avec les mouvements historiques se réclamant de la plus grande pureté révolutionnaire. *«La vérité, poursuit Chesterton, est que les gens qui rendent un culte à la santé ne peuvent pas demeurer sains.»* Affirmer l'universelle santé du corps et des sens, par exemple, c'est décrire le paradis perdu ou le royaume futur. C'est faire l'impasse sur ce que le christianisme appelle le péché originel, dogme auquel François croyait dur comme fer. C'est faire l'impasse aussi sur cette conversion qu'il accomplit d'abord pour lui-même et qu'il ne cessa de prêcher et de faire prêcher par ses frères aux quatre coins du monde.

Le christianisme du Poverello n'est donc pas du tout au rabais. Il est d'une exigence terrible, il passe nécessairement par les stigmates de la Passion. Cela ne l'empêche pas, bien au contraire, de marcher joyeusement parmi les hymnes et les cantiques, de considérer les événements de la vie avec une légèreté et un humour jamais en défaut. Tous les Fioretti et la tradition franciscaine sont marqués par la joie, le sourire, une malice qui est bien le contraire de l'esprit du mal. Ce gai savoir théologal... en un mot cette antithèse de l'esprit de lourdeur que beaucoup ont voulu retrouver, non sans contorsions et pirouettes lamentables.

Pour dire les choses un peu plus brutalement saint François serait un personnage tout à fait recommandable et l'on passerait à pieds joints sur ses dévotions bizarres, s'il n'avait tenu ferme à l'orthodoxie chrétienne, à la fidélité au pape, et d'une façon générale aux institutions légitimes de son temps. Du moins, c'est l'avis de quelques modernes par trop fâchés du fait qu'il n'ait pas rejoint tous les utopistes ou les déviants de son temps, adeptes souvent d'un pur Evangile qui aboutissait au schisme, à l'hérésie et à des révoltes sanglantes. Joachim de Flore annonçait peu avant la prédication de François le règne de l'esprit, de la liberté et de l'amour qui durerait jusqu'à la fin du monde. Ce nouveau règne impliquait l'affranchissement de tout l'ordre ancien. De même Pierre Valdez et ses «pauvres de Lyon» et tous les

adeptes de ce qui devait être le mouvement cathare. En Italie, les patarins, en France les Albigeois, en Europe orientale les bogomiles.

La force de ces réformateurs était de dénoncer des abus et une situation de corruption trop évidents dans la société et chez les hommes d'Eglise. Leur tort fut de vouloir, sous couleur de réformer, ramener le monde au chaos et à des doctrines absurdes et funestes. Si le mouvement franciscain trouve sa place dans cette atmosphère de purification et de retour à l'esprit, il s'en distingue toutefois radicalement par le désir tenace, indéracinable de ne pas abandonner l'Eglise, sa tradition et ses autorités légitimes.

Aussitôt rassemblés ses premiers compagnons et dessinées les grandes lignes du grand ordre qui aspirait à naître, François se rend à Rome auprès d'Innocent III. Il veut faire approuver par le pape la règle des frères mineurs. Cette règle, remarque Omer Englebert dans sa «Vie de Saint François» présentait bien des analogies avec le programme des réformateurs de l'époque, elle lui ressemblait par le souci d'un même genre de vie dépouillé. Alors que saint Dominique et des congrégations orthodoxes s'insurgent à ce moment avec fougue contre les hérétiques, François n'en dit mot. C'est qu'il a sa solution à lui. Sa règle résout de façon orthodoxe les difficultés auxquelles ses contemporains donnent des solutions infidèles à l'enseignement de l'Eglise. Ainsi, prenant aux réformateurs ce qu'ils avaient de bon, il se comportait comme *«s'il avait voulu les rendre tous inutiles et inoffensifs.»*

Cette attitude est évidemment exemplaire. Elle n'a pas trouvé beaucoup d'imitateurs à travers les siècles. Il est vrai qu'elle n'est pas celle des chemins faciles. Ceux de la violence, de la répression sont beaucoup plus communs. Mais s'il n'y avait de tels précurseurs, de tels prophètes pour vivre avec intransigeance les conseils évangéliques, l'avenir serait définitivement fermé et toute espérance vaine. C'est bien pourquoi Innocent III, pourtant en réaction contre les réformateurs du temps, fit tout de suite confiance à celui-là. Sa règle pouvait paraître impraticable au plus grand nombre, l'exemple de François montrait qu'elle ne l'était pas au fol en Christ. Au demeurant refuser cette règle c'eût été avouer l'Evangile lui-même impraticable.

L'histoire devait se charger de montrer, du vivant même du Poverello que les épousailles avec Dame Pauvreté étaient singulièrement difficiles. Elie, le successeur de François n'en atténua-t-il pas les rigueurs au point de trahir les volontés du fondateur ? Mais même échouant partiellement dans son œuvre, François avait réussi sa vie au point de coïncider avec la «légende» merveilleuse que depuis huit siècles les hommes se répètent, comme pour se souvenir du temps où l'amour, une autre fois, vainquit le mal et la mort.

Gérard LECLERC

En ce huitième centenaire de la naissance de St François, il faut choisir quelques titres dans une littérature immense. Indiquons l'essai de Chesterton réédité chez Dominique Martin-Morin (prix franco 53 F) et la biographie d'Omer Englebert chez Albin-Michel (prix franco 58 F).



le prince jaune

D'un côté l'histoire officielle, la «fable convenue», Monsieur Alfred Fichelle dans «L'Histoire Universelle» (Pléiade, tome III): «Le second plan (1933-1937), tout en donnant la priorité à l'industrie lourde et surtout à l'accroissement de sa productivité prévoyait un certain développement des industries de consommation, mais surtout l'augmentation du rendement de l'agriculture nécessitée par l'obligation de ravitailler un effectif de main-d'œuvre industrielle ayant doublé depuis 1927».

C'est tout sur le sujet.

Le paragraphe sur le premier plan (1928-1932) indique que la «collectivisation agricole s'opéra au début dans le plus grand désordre à cause de la mauvaise volonté des paysans aisés ou *koulak*. Une répression cruelle s'ensuivit.»

Tout un art d'écrire l'histoire... «la mauvaise volonté»... «une cruelle répression»... mais pas un mot sur le génocide de l'hiver 1932-1933.

La suite de cette historiographie officielle est une perle : «la situation s'aggrava tellement que Staline, dans sa brochure «Le Vertige du Succès», du printemps 1930, dut consentir aux *kolkhoziens* d'importantes concessions»... Comment trouve-t-on ce «dans sa brochure»... ?

«Le Prince Jaune» est un récit sur l'hiver 1932-33 en Ukraine. «Cinq, six, ou sept millions de cadavres, entre 15 et 20% de la population totale de l'Ukraine russe.» Vassil Barka est l'un des rescapés. Il a vécu à Moscou, où il a soutenu avant la guerre une thèse sur la Divine Comédie de Dante,

puis il a été mobilisé dans l'Armée rouge, il a connu les camps de travail en Allemagne, d'autres camps ensuite, et les errances à travers l'Europe naufragée. Aujourd'hui il vit aux Etats-Unis. Il est l'auteur d'une œuvre tout à fait inconnue ici, des essais religieux, des romans, et une épopée en vers «intitulée «Le Témoin» et consacrée à l'histoire de son pays pendant ce dernier centenaire.»

Les soviétiques avaient un double objectif : rentabiliser et collectiviser. Pour le premier pas de difficultés, ordre est donné de réquisitionner *tout le blé*. Ceux qui résistent sont des *koulak*, leur mauvaise volonté est évidente, ils veulent garder du blé pour semer et pour leur famille. Il faut, dit le mot d'ordre, «liquider les *koulak* en tant que classe». Les enfants aussi sont «de la classe des *koulak*».

Le génocide a eu *raison* de la mauvaise volonté du peuple. Déportations, exécutions, et surtout ce que décrit «Le Prince Jaune» par l'histoire d'une famille : la fa-

mine systématique. Les provisions réquisitionnées sont expédiées à Moscou, ou stockées dans les villages et gardées par des hommes armés et animés par la foi dans la justice et la raison nouvelles. Il arrivait que les provisions pourrissent sous les yeux des affamés rendus comme fous, déshumanisés; s'ils avançaient les gardes tiraient.

Les paysans qui acceptaient la collectivisation étaient à peine mieux traités.

L'anthropophagie... les enfants égorgés... La brochure de Staline «Le Vertige du Succès»... En Europe le silence ou l'admiration (aujourd'hui encore avoir été stalinien n'est pas aussi coupable que d'avoir été hitlérien... les menteurs savent bien que là où n'existent pas de différence il suffit d'en affirmer...) Et le mensonge payé des historiens.

Le Prince jaune, c'est le diable, peut-être jamais visible comme le savent et l'affirment ceux «qui ne croient pas au diable», mais visible par ses diableries, par les bandes de démons qui massacrent et torturent avec certitude. Comment l'injustice peut-elle trahir la vérité ? se demande le petit garçon, seul rescapé du lent et long massacre par la faim de sa famille.

Accuser le diable permet de ne pas haïr l'homme. L'équité, cette vertu qui selon Simone Weil caractérise l'épopée homérique, est respectée dans le livre de Vassil Barka. Par l'espérance chrétienne ceux qui meurent de faim et sous les coups des bourreaux, gardent l'ultime parole et pensée, la dernière demande, pour le salut des hommes, non pour la haine; ils supplient pour que l'homme ne soit pas impitoyable.

«La force qui tue est une forme sommaire, grossière de la force. Combien plus variée en ses procédés, combien plus surprenante en ses effets, est l'autre force, celle qui ne tue pas; c'est à dire qui ne tue pas encore. Elle va tuer sûrement, ou elle va tuer peut-être, ou bien elle est seulement suspendue sur l'être qu'à tout instant elle peut tuer; de toute façon elle change l'homme en pierre.» (Simone Weil)

Déshumaniser est un crime plus grave que l'homicide, car il veut la mort et l'anéantissement.

Ghislain SARTORIS

Vassil Barka -Le Prince Jaune- roman traduit de l'ukrainien par Olga Jaworskyj, préface de Piotr Rawicz -Ed. Gallimard, collection «Du monde entier».

FEUILLETS

d'en marge

13 septembre 1981 - Dans *La Puissance et la Sagesse*, Friedrichmann cite Nietzsche : «la Vérité commence à deux» Et voilà justifié chaque matin du monde ! Voilà de nouveau la gosse espérance ruinant toute seule les aphorismes du soir, fatigués et distingués, de Cioran !

Le moi touche au nous comme une île s'ouvre au large, de partout. L'individu : unité abstraite, création du système libéral et bourgeois; unité de consommation. Il n'y a pas l'individu, il y a l'homme. Et l'homme, sa poignante beauté est de s'ouvrir infiniment à l'Autre et son malheur vient d'un seul visage fermé. L'homme, tout son malheur vient de ne savoir pas sortir de sa chambre : la vérité commence dehors, à deux; non seulement la vérité, mais aussi la liberté. La Politique commence à deux. L'Histoire commence à deux. L'Art commence à deux. Tout le public se nourrit du privé, disait Péguy. L'enfer de Sartre... Chez tout écrivain la bêtise spirituelle pose sous un jour particulièrement fort l'énigme du Mal; mais que dire de l'état de disgrâce quasi permanent qui traverse l'une des œuvres les plus importantes du siècle ? Non, l'autre n'est pas mon enfer. Chacun est, sur sa ligne de crête, appel de l'autre, centre d'une sphère en mal de sa circonférence. La seule question qui me paraisse avoir encore un sens plein, c'est, non pas ma finitude, mais mon inachèvement, mon ouverture : pour quoi ? pour qui ? Peut-on ainsi cheminer de visage en visage, jusqu'au Visage Absolu ? S'il y avait là un irréfragable point de départ, de certitude... ? Après tout, c'est Aliocha qui a le dernier mot dans la ménagerie des Karamazov... Le monde abonde en catégories achevées, en belles fermetures : les objets, les souvenirs, les bourgeois, Jean Lecanuet. Ça ne pose pas de problèmes, c'est mort. Mais le vivant, chaque matin le jette sur l'arme de la plus grande ouverture au monde, sur l'arme de l'extrême pauvreté, sur l'arme de l'ignorance. On dort seul, on meurt seul, mais on vit à deux.

27 septembre - Le socialisme est une éthique. Chaque fois que la fraternité subvertit la pesanteur des institutions, je marche. Je me cabre si le socialisme devient un nouveau conformisme intellectuel et une gestion plus étatisée de l'égoïsme marchand. Le terrain des nouveaux ministres est mouvant, beaucoup ont déjà glissé ! Nous connaissons le socialisme des pauvres : que donnera le socialisme des riches ?

Gilles HAUTBER

ACTION ROYALISTE

● **PARIS - Mercredis de la NAR**
Reprise des réunions le mercredi 14 octobre à 20 h. avec B. Renouvin : «La gauche au pouvoir : espoir ou illusions ?». Le programme complet des conférences du trimestre sera envoyé sur simple demande.

● **REIMS - Dîner-débat**
Le vendredi 23 octobre à 20 h avec Bertrand RENOUVIN sur le thème : «La gauche au pouvoir : espoir ou illusions ?». Inscription et renseignements en écrivant à la N.A.R., 32, Bd Diancourt 51100 Reims.

● **PORTUGAL**
Du 9 au 15 novembre, Bertrand Renouvin, invité par le Parti Populaire Monarchiste, fera un voyage d'information et une tournée de conférences au Portugal en particulier à Lisbonne, à Porto et à Sétubal. Tous renseignements en écrivant au Partido Popular Monarchiquo, rua da Escola Politecnica 1671, Lisboa 2.

● **RADIO-PARIS**
C'est une nouvelle radio privée sérieuse et ambitieuse. Bertrand Renouvin y assurera chaque semaine, pendant une demi-heure, une émission au cours de laquelle il recevra un invité de son choix.

● **ANTENNE 2**
Pierre Boutang sera l'invité de Bernard Pivot à «Apostrophes», le 30 octobre. Il sera en compagnie d'André Glucksmann, de Raymond Aron et de Régis Debray. Un plateau et une soirée à ne pas manquer.
(A voir aussi dimanche, 20 h 30, la dernière émission de la série Architecture et géographie sacrée, de Paul Barba-Negra, sur FR 3)

La parution du numéro 12 de «R.C.T.» me donne l'occasion de vous parler un peu de deux de nos publications «parallèles», trop méconnues à mon sens : «Royaliste-Cahiers-Trimestriels» et le «Lys Rouge» (1).

Trop méconnues, en effet, puisque seulement un quart de nos lecteurs connaît «R.C.T.» et moins d'un lecteur sur dix lit le «Lys Rouge». C'est vraiment dommage car la qualité et l'intérêt des textes publiés dans ces deux revues est indéniables, et leur contenu vient souvent approfondir certains sujets seulement effleurés dans le bi-mensuel, ou même combler certaines lacunes.



«R.C.T.», dont Philippe Cail- leux devient le rédacteur en chef, a pour vocation de traiter avec le recul nécessaire et d'une manière un peu plus complète, les grands thèmes de notre réflexion et d'exposer les principaux volets de notre projet royaliste.

Le «Lys Rouge», quant à lui, est un organe de libre débat qui permet de publier, «à chaud», des études significatives qui ne prétendent nullement donner des solutions définitives ou les positions officielles du mouvement, mais veulent surtout être une contribution à la réflexion collective des royalistes.

La meilleure façon de convaincre nos lecteurs de l'intérêt de ces deux revues est, me semble-t-il, de

notre presse parallèle

le leur faire juger sur pièce. D'où cette double proposition exceptionnelle :

1/ Recevoir les quatre derniers numéros de «R.C.T.» (N° 9 à 12, d'une valeur de 42 F) pour 30 F seulement.

2/ Recevoir les quatre derniers numéros du «Lys Rouge» (N° 6 à 9, d'une valeur de 25 F) pour 20 F seulement.

Avoir entre les mains notre «presse parallèle» vous décidera, à coup sûr, à vous y abonner. Quant à nous, une augmentation sensible de l'audience de cette

LYS ROUGE



DEBAT SUR LA LEGITIMITE

presse parmi nos lecteurs habituels nous donnera les moyens matériels de la développer et surtout de la faire connaître à un public extérieur qui reste à conquérir.

Yvan AUMONT

(1) Que le collectif étudiant me pardonne mais nous reviendrons plus tard sur «Royaliste Université». Signalons quand même qu'un numéro spécimen en sera envoyé pour toute demande accompagnée de 2 F en timbres.

* Nous en reparlerons mais nous pouvons annoncer dès aujourd'hui qu'une réimpression du N°2 des Cahiers est en cours.

BON DE COMMANDE DE LA «PRESSE PARALLELE»

NOM : Prénom :

Adresse :
.....
.....

- ☐ - désire s'abonner à RCT (un an 35 F - soutien 50 F)
- ☐ - désire s'abonner au Lys Rouge (un an 30 F - soutien 50 F)
- ☐ - Offre spéciale : désire recevoir les 4 derniers numéros de RCT pour 30 F.
- ☐ - Offre spéciale : désire recevoir les 4 derniers numéros du Lys Rouge pour 20 F.

Règlements à l'ordre de Royaliste, CCP Paris 18 104 06 N

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (35 F), 6 mois (65 F), un an (110 F), de soutien (250 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS - C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N Paris



par
bertrand
renouvin

chausse-trapes pour mitterrand

Qu'attendons-nous, aujourd'hui, de François Mitterrand ? Qu'il reste fidèle aux principes qu'il a posés, qu'il tienne ce qu'il a promis. C'est-à-dire qu'il soit, à l'encontre de son prédécesseur, un bon artisan de l'unité et de l'indépendance nationale, et l'inflexible garant de la justice et de nos libertés.

Sommes-nous déçus ? A écouter la conférence de presse présidentielle, force est de répondre que non. Mais nous sommes inquiets pour l'avenir de la politique annoncée, parce que nous doutons de sa cohérence et parce que nous voyons s'ouvrir toutes grandes les chausse-trapes que le Président aura peine à éviter. Je m'explique :

LES RÉFORMES NÉCESSAIRES

Nous aurions mauvaise grâce à contester la politique de François Mitterrand pour la seule raison qu'elle est «de gauche». Ce n'est pas notre faute si la droite est au service du parti de l'argent, si elle apparaît comme une force conservatrice sans générosité ni imagination. Nous ne reprendrons pas ses thèmes revanchards : la gauche ne saurait nous faire peur puisqu'elle réalise, du moins en partie, les réformes que nous avons souhaitées, la décentralisation et la nationalisation des secteurs-clés et des banques tout particulièrement. C'est pourquoi la conférence de presse du 24 septembre dernier nous paraît «globalement positive» dans ses intentions économiques, fiscales, sociales, diplomatiques. Comment pourrions-nous être hostiles au projet industriel qui se dessine, à la reconquête du marché intérieur, au souci de justice fiscale, à l'effort tenté dans le domaine de l'emploi, à l'aide accrue au Tiers-Monde, enfin à la volonté d'indépendance qui a été manifestée ?

Sans doute, la politique annoncée peut rencontrer certains obstacles et connaître des infléchissements regrettables : les mesures pour l'emploi ne semblent pas déterminantes, et le risque

d'atlantisme n'est pas écarté. François Mitterrand sait, quant à lui, que l'opposition des milieux d'argent sera farouche, et que son gouvernement manque de l'expérience qui lui permettrait d'éviter les improvisations et les contradictions internes.

Tels ne sont pas, pourtant, les motifs essentiels de notre inquiétude. Comme toujours, ce ne sont pas les adversaires déclarés qui représentent le principal danger, mais les amis du Pouvoir et les mauvaises habitudes contractées dans l'opposition. La monarchie a eu ses ultras, qui l'ont tuée. Le gaullisme a subi l'U.D.R., qui l'a dévoyé. Aujourd'hui, est-il paradoxal d'affirmer que la principale entrave à la politique mitterrandiste sera le Parti socialiste lui-même, avec ses clientèles, ses intérêts propres et ses incohérences doctrinales ?

Si, en effet, l'Etat n'affirme pas très vite son indépendance à l'égard des réseaux partisans et des groupes corporatistes, s'il ne brise pas les féodalités locales et celles qui s'organisent en son sein, s'il ne choisit pas entre l'euro-atlantisme et les exigences économiques nationales, il ne sera plus possible d'espérer de la gauche qu'elle pose les conditions d'une plus grande justice, réalise l'unité et garantisse nos libertés. Précisons :

QUELLES RUPTURES ?

Il n'y a pas de justice sociale lorsque le gouvernement, ou tel ministre sacrifie l'intérêt général à celui d'une clientèle électorale. Ce sacrifice a pourtant été consenti en août dans le Midi viticole (1) mais semble devoir être évité après combien d'atermoiements dans l'affaire du paiement de l'impôt de solidarité par les fonctionnaires.

Il n'y a pas de liberté possible lorsque le gouvernement, ou tel ministère, accepte de se plier à la volonté d'un syndicat corporatiste, comme c'est le cas dans l'Education nationale : d'une part, le S.N.I. impose ses décisions sur le plan

professionnel, au détriment de certaines catégories d'enseignants; d'autre part il semble que le Président ait décidé de s'aligner sur les thèses rétrogrades et sectaires de ce syndicat en défendant le principe d'un «grand service public de l'Education» qui est contraire à la décentralisation et provoquera d'inutiles affrontements dans le pays.

Il n'y a pas de décentralisation concevable si un parti centralisé ruine les libertés en développant des féodalités municipales déjà trop importantes et en accaparant les futures institutions régionales. La décentralisation doit se faire en dehors des partis politiques, et au besoin contre eux. C'est possible si le gouvernement applique l'idée de «nouvelle citoyenneté», qui suppose la reconquête des pouvoirs par des citoyens nouveaux, libres de toute allégeance partisane.

Il n'y a pas d'existence économique concevable, ni de projet industriel possible, si le gouvernement ne rompt pas avec le «mondialisme» giscardien et ne remet pas en cause le Traité de Rome. Sinon, la reconquête du marché intérieur demeurera un vœu pieu, et le problème de l'emploi ne trouvera pas de solution.

Conclusion : il faut savoir ce que l'on veut. Ou bien la justice et la liberté, ou bien les compromis tactiques et intellectuels qui limiteront la portée ou détruiront le sens des meilleures réformes. En d'autres termes, la «Révolution tranquille» reste à accomplir, contre le clientélisme, le corporatisme, les féodalités locales, le sectarisme, et le capitalisme multinational. Certes, tout ne peut pas être fait tout de suite. Du moins faut-il souhaiter que cette rupture radicale soit envisagée, clairement annoncée, et surtout, qu'on ne fasse plus, par habitude ou intérêt immédiat, le contraire de ce qui devrait être.

Bertrand RENOUVIN

(1) Voir l'article d'Alain Solari dans le précédent numéro de «Royaliste».